



**Université  
des Antilles**

## Conseils de Citoyens et remédiation à la crise sanitaire

Philippe BANCE – Professeur des Universités – Université des Antilles-UMR  
CNRS LC2S et Angélique CHASSY – PhD Économie – EM Normandie

# Un objet d'étude sur la perception et les attentes citoyennes en matière de conduite des politiques publiques dans le contexte de crise sanitaire

**La crise sanitaire a suscité de multiples réserves de la société civile** concernant l'anticipation et la gestion par les autorités publiques françaises de la crise sanitaire, mettant en cause la pertinence et la gouvernance des politiques publiques à l'œuvre. Cela nous a amené à conduire une enquête, avec en toile de fond, des interrogations sur les ressentis citoyens concernant :

- **Le mode de gestion centraliste dans la conduite des politiques publiques en France** : cela conduit-il à préconiser d'autres formes de prise en compte des aspirations des populations en matière d'action publique ?
- **L'instauration d'instances permettant une plus forte implication citoyenne et en particulier de Conseils de citoyens** en tant qu'outils de prévention et de gestion concertées des risques. En étant constitués pour être représentatifs de la population et *animés* par des tiers indépendants d'autorités tutélaires, les Conseils de citoyens permettraient-ils de coconstruire la décision publique pour la mettre en meilleure adéquation avec les aspirations citoyennes ?

# Une enquête dont on fait ressortir ici le résultats concernant la crise sanitaire

**Objectif** : Identifier de façon précise, les ressentis et les attentes des citoyens en matière d'anticipation et de gestion de crises, et notamment de la crise sanitaire, qui nous intéresse ici.

L'enquête fait référence aux Conseils de citoyens en tant qu'instances réunissant des citoyens représentant la population afin de les associer aux décisions publiques. L'enquête vise à appréhender, par des questions fermées et ouvertes, le positionnement des citoyens vis-à-vis de la gouvernance des politiques publiques et notamment à préciser s'ils souhaitent être informés et associés plus étroitement, que soient institués des Conseils de Citoyens afin d'évaluer des risques suscités par la crise sanitaire et à la mise en œuvre de l'action publique.

**Période** : Fin de la période de **confinement** (du 20 avril au 11 mai 2020)

**Modalité** : Administration en ligne du questionnaire. L'échantillon non probabiliste, de type boule de neige, constitué dans le cadre de cette enquête, a permis d'obtenir **315 réponses de personnes de 18 ans et plus**. Sa composition sociodémographique est assez proche de celle de la population française dans son ensemble, selon les critères de l'INSEE notamment en termes de structure par âge et genre.



# Principaux résultats statistiques obtenus : répondants exprimant une opinion aux questions fermées de l'enquête sur la thématique COVID-19 (au 11 mai 2020)

Questions	L'anticipation ou la gestion de la crise COVID-19	Crise sanitaire et participation citoyenne post-COVID
<b>Pensez-vous avoir été correctement informé(e) par les autorités publiques dans leur gestion de la crise sanitaire COVID-19 ? Thématique : Information – QF</b>	<b>59,41% (Non ou plutôt Non)</b> 40,59% (Oui ou plutôt Oui) (base : 303) (SO+NPS : 3,8 % / base : 315)	
<b>Ressentez-vous le besoin d'être personnellement associé(e) aux décisions - prises par le gouvernement dans la gestion de la crise sanitaire ? Thématique : Association – QF</b>	<b>65,3% (Oui ou plutôt Oui)</b> 34,7% (Non ou plutôt Non) (base : 300) (SO+NPS : 4,7 % / base : 315)	
<b>Vous sentez-vous en capacité de proposer de bonnes solutions dans la gestion de la crise sanitaire ? Thématique : Solution – QF</b>	<b>68,03% (Oui ou plutôt Oui)</b> 31,97% (Non ou plutôt Non) (base : 269) (SO+NPS : 14,6 % / base : 315)	
<b>Êtes-vous globalement en accord avec les décisions prises en France pour gérer la crise sanitaire ? Thématique : Evaluation – QF</b>	<b>62,59% (Non ou plutôt Non)</b> 37,41% (Oui ou plutôt Oui) (base : 294) (SO+NPS : 6,7 % / base : 315)	

## Principaux résultats statistiques obtenus (2)

Pensez-vous avoir été associé(e) dans la gestion de la crise sanitaire COVID-19 ? Thématique : Association – QF	<b>83,22 % (Non ou plutôt Non)</b> 16,78% (Oui ou plutôt Oui) (base : 286) (SO+NPS : 9,2 %/ base : 315)	
La participation citoyenne aurait-elle été pertinente pour prévenir une crise sanitaire telle celle du COVID-19 ? Thématique : Prévention et Gestion – QFO	<b>78,84% (Oui ou plutôt Oui)</b> 21,16% (Non ou plutôt Non) (base : 293) (SO+NPS : 7 % / base : 315)	
La participation des citoyen(ne)s aux décisions prises par le gouvernement serait-elle importante dans la gestion d'une crise sanitaire ? Thématique : Prévention et Gestion – QFO		<b>81,14% (Oui ou plutôt Oui)</b> 18,86% (Non ou plutôt Non) (base : 297) (SO+NPS : 5,7 % / base : 315)
Les citoyen(ne)s peuvent-ils être associé(e)s de manière pertinente aux prises de décision de nature médicale ? Thématique : Association – QFO		<b>60,14% (Oui ou plutôt Oui)</b> 39,86% (Non ou plutôt Non) (base : 291) (SO+NPS : 7,6 % / base : 315)

## Principaux résultats statistiques obtenus (3)

<p><b>Les citoyens seraient-ils(elles) de bonnes sources d'information pour anticiper une crise sanitaire ? Thématique : Solution - QF</b></p>		<p><b>76,57% (Oui ou plutôt Oui)</b>          23,43% (Non ou plutôt Non)          (base : 286)          (SO+NPS : 8,4 %/ base : 315)</p>
<p>La résolution de la crise sanitaire telle celle du COVID-19 proviendra-t-elle principalement de l'action collective ou de la responsabilité individuelle ? Thématique : Prévention et Gestion – QFO</p>		<p><b>70,51% (Action collective)</b>          29,49% (Responsabilité individuelle)          (base : 295)          (SO+NPS : 6,4 % / base : 315)</p>
<p><b>Des Conseils de Citoyens ouvriraient-ils les décideurs publics à plus d'écoute et de dialogue pour prévenir et gérer les crises ? Thématique : Prévention et Gestion – QF</b></p>		<p><b>84,04% (Oui ou plutôt Oui)</b>          15,96% (Non ou plutôt Non)          (base : 282)          (SO+NPS : 10,5 %/ base : 315)</p>
<p>Quelle est la principale limite de la participation citoyenne en matière de prise de décision publique ? QFO</p>		<p><b>49,64% (1. Manque de confiance des autorités publiques) – 22,26% (2. Manque de volonté des citoyens de participer)</b>          (base : 274)          (SO+NPS : 13 %/ base : 315)</p>

## Synthèse des données d'enquête

- **Pour près de 3 répondants au questionnaire sur 5**, existe un déficit d'information et d'association de la population concernant la prévention et la gestion de la crise sanitaire COVID-19;
- **Plus de 3 sur 5** sont en désaccord avec les décisions prises par les autorités publiques ;
- **Près de 7 sur 10** estiment qu'ils ont la capacité de proposer de bonnes solutions et 3 sur 4 pouvoir apporter des informations pertinentes pour anticiper la crise;
- **Plus de 4 sur 5** estiment que la participation citoyenne est une démarche pertinente dans le processus décisionnel pour prévenir ce type de crise;
- **Près de 7 sur 10** considèrent que la résolution d'une crise sanitaire telle celle du COVID-19 procède bien plus de l'action collective que de l'action individuelle;
- **Pour plus de 4 sur 5**, des Conseils de Citoyens offriraient plus d'écoute et de dialogue, permettant aux décideurs de considérer les attentes de la population pour mieux prévenir et gérer la crise sanitaire.

## Premiers résultats analytiques

- Les résultats s'analysent comme **un appel citoyen** pour un changement de méthode des décideurs politiques
- Est largement plébiscitée l'idée de donner des prérogatives plus étendues à la consultation citoyenne dans les processus décisionnels publics, afin **de mieux considérer les représentations sociales et les aspirations de la population** en matière de décision collective.
- Est demandé **plus de confiance des politiques** dans la justesse des points de vue citoyens et de leurs recommandations aux autorités pour mener l'action publique.
- Les **Conseils de Citoyens** sont plébiscités pour la prise en compte **des besoins et des intérêts des citoyens** dans l'élaboration et la mise en œuvre des programmes de santé publique. Ils apparaissent comme des structures utiles pour responsabiliser et mobiliser durablement tous les types d'acteurs autour d'une politique d'intervention efficace post-COVID-19.
- Pour que se déploie largement à l'avenir de tels conseils, serait cependant nécessaire **l'existence d'un fort volontarisme politique en la matière**. Les répondants à l'enquête considèrent en effet que la principale limite à la participation citoyenne réside aujourd'hui dans le manque de confiance des autorités publiques à son égard.



**Résultats  
complémentaires issus  
du traitement  
économétrique des  
données**

Deux catégories de personnes parmi les enquêtés sont significativement plus sensibles au déploiement de la consultation citoyenne face à la crise sanitaire :

- les personnes âgées de cinquante ans et plus, donc des personnes les plus touchées, et gravement, par la maladie
- les personnes vivant en milieu urbain : l'urbanisation est perçue comme un facteur de propagation et d'exposition au risque épidémique du fait de l'utilisation d'infrastructures collectives, d'interactions personnelles plus nombreuses et de conditions d'hébergement plus contraignantes

Les conseils de citoyens sont, tout particulièrement pour ces personnes, une source d'ajustement positif dans la prise de décisions collectives.

La plus ou moins grande sensibilité des différentes catégories de citoyens serait à prendre en compte pour la composition de CC. Cette sensibilité influe sur une mobilisation durable des acteurs pour contribuer aux politiques de santé publique.

**Pour conclure :  
inscrire les CC dans  
une démarche relevant  
de la science  
participative ?**

- L'existence d'une connaissance et d'une expertise citoyennes, l'intérêt des citoyens pour les CC, incitent à recourir à ces instances non pas seulement pour émettre des « avis » ou des « opinions » de citoyens mais pour apporter une connaissance institutionnelle en la jugeant aussi légitime que le savoir expert produit par « la science académique »
- Pour ce faire, il conviendrait de « grimper l'échelle de la participation » en attribuant de réelles responsabilités décisionnelles aux CC
- La demande sociale de recherche peut être coconstruite avec les citoyens potentiellement concernés et des formations spécifiques peuvent être mises en place à destination des chercheurs et des citoyens.
- La saisine de CC peut s'effectuer au niveau des territoires, via des institutions établies (collectivités, agences, établissements publics intercommunaux), mais aussi par les citoyens eux-mêmes ou des organisations qui les représentent.



**Merci de votre attention**